NICARAGUA - Un « féminisme » sous influence dépassé par une majorité de femmes

Thierry Deronne

mercredi 7 décembre 2011, mis en ligne par Thierry Deronne

Lors des récentes élections du 6 novembre 2011, remportées haut la main par le FSLN (Front sandiniste de libération nationale), celui-ci a obtenu non seulement la présidence de la République mais, pour la première fois depuis 21 ans, une majorité de députés. Sur le total des 62 députés sandinistes, 34 sont des femmes, soit plus de la moitié. Une proportion qui s'élève á 70 % si on totalise les députées suppléantes. Par comparaison le parti d'opposition le plus important en nombre de sièges, le PLI (Parti libéral indépendant) n'a fait élire que 3 femmes pour 23 hommes...

Réélu avec 62 % des suffrages le président sandiniste Daniel Ortega a déclaré le 25 novembre : « Je veux souligner que ce furent des années de lutte. Comment obtenir que dans une société machiste comme la société nicaraguayenne, les femmes puissent participer davantage, puisse occuper plus d'espace ? Je dirai qu'a été très important le rôle joué par la camarade Rosario Murillo. Le Front sandiniste a présenté des femmes aux 90 postes á pourvoir sur les différents niveaux départementaux. Et le résultat, le vote du peuple nicaraguayen, nous dit très clairement que le peuple nicaraguayen a voulu reconnaître le rôle de la femme nicaraguayenne ».

Depuis le retour aux affaires des sandinistes en 2006, le féminisme a été rapidement instrumentalisé par des groupements minoritaires mais très relayés internationalement par certaines ONGs, médias ou réseaux universitaires. Le Movimiento Autonomo de Mujeres a ainsi, selon des révélations de Wikileaks, demandé l'aide de la NED (société-écran de la CIA) pour ses campagnes contre le gouvernement sandiniste. On lira à ce sujet l'enquête d'Ingrid Storgen, Dick Emanuelsson et Jorge Capelán.

Refusant tout dialogue avec les autorités, murées dans une opposition politique radicale, ces femmes en majorité de classe moyenne urbaine voient aujourd'hui leur monopole de représentation remis en cause par la majorité des femmes des secteurs populaires. Le 6 novembre 2011, celles-ci ont validé les politiques

de justice sociale et de participation accrue des femmes menée par le gouvernement Ortega. Le Conseil des experts électoraux latinoaméricains (CELA), présent parmi les observateurs internationaux, a souligné la forte participation des femmes et des jeunes dans un pays où le vote n'est pas obligatoire.

Notons par ailleurs que le parlement nicaraguayen vient d'adopter une loi intégrale contre la « violence machiste ». Le « féminicide », néologisme inventé au Mexique qui désigne un homicide aggravé du fait de la qualité de femme de la victime, tend à se répandre dans le droit pénal en Amérique latine. Peu de temps après le Pérou et la Bolivie, qui avaient eux-mêmes suivi l'exemple du Mexique, du Chili, du Costa Rica, de la Colombie, du Salvador et du Guatemala, c'est au tour du Nicaragua de faire entrer ce mot dans son vocabulaire juridique. La loi a été approuvée hier par le Parlement du Nicaragua pour punir spécifiquement les violences commises contre les femmes. Les criminels qui se rendront coupables de « féminicide » encourront désormais 20 à 30 ans de prison, la peine maximum dans ce pays. Le texte de loi définit ce crime comme « l'expression maximum de la violence de genre commise par des personnes qui sont ou ont été liées à la femme par le sang, le mariage ou les conjoints et ex-conjoints, partenaires et ex-partenaires » entre autres.

Sources :

http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article1780&lang=fr

http://www.tortillaconsal.com/tortilla/node/10369

http://www.elle.fr/Societe/News/Le-Nicaragua-adopte-le-crime-de-feminicide-1822014